



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement  
Hauts-de-France

Service  
Information, Développement  
Durable et Évaluation  
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1897  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017, portant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1897, déposé complet le 13 octobre 2017 par la société civile d'exploitation agricole de la Joliette, relatif au projet de création d'un forage agricole sur la commune de Tartiers dans l'Aisne ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 31 octobre 2017 ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un forage agricole de 84 à 120 mètres de profondeur pour irriguer des terres cultivées, relève de la rubrique 27°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m ;

Considérant la présence de 9 captages destinés à l'alimentation en eau des populations dans un rayon de 10 kilomètres autour du projet, dont le plus proche situé à 2,6 kilomètres ;

Considérant la présence, à 10 kilomètres du projet, du site Natura 2000 n°FR2212002 zone de protection spéciale « forêts picardes : massif de Saint-Gobain » et, à 210 mètres, de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 « ru du Moulin de Vaurezis et ru de Fouquerolles » ;

Considérant que le forage sera réalisé en tête de bassin versant et en fond de vallée, que le débit de pompage dans la nappe phréatique pourra être de 120 m<sup>3</sup> par heure et que les besoins annuels sont estimés à 190 000 m<sup>3</sup> ;

Considérant qu'il est nécessaire d'étudier l'impact des prélèvements sur les sources à proximité et le risque d'assèchement, risque pouvant se répercuter sur les milieux aquatiques situés à l'aval, notamment en abaissant le débit d'étiage des cours d'eau ;

Considérant dès lors que le projet est de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement, notamment sur les écosystèmes aquatiques ;

## DÉCIDE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le projet de création d'un forage agricole sur la commune de Tartiers, déposé par la société civile d'exploitation agricole de la Joliette, est soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **14 NOV. 2017**

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,  
Le Directeur régional adjoint

Yann GOURIO

### **Voies et délais de recours**

#### **1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

#### **2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).